

**Procès verbal**  
**Conseil Municipal**  
Séance du 9 juin 2022

Convoqués : LE FAUCHEUR Laurent – LE MOAL Brigitte – SEHAN Alain – ROUAULT Anne-Marie – GAUVAIN Michaël  
LEFEBVRE Nathalie – TATON Bruno – DELVO SALAUN Rozenn – THOMAS Gwénaél – TACQUET Marie-Blanche –  
MORICE Christian – LE HEGARAT Valérie – MORICE Gildas – SEVRET Chrystel – VINCENT Louis – ILLIEN Anne-Yvette  
PIPART Fabrice – MARTIN Marie-Christine.

Absents : CORLAY Gérald (pouvoir à PIPART Fabrice)

MARTIN Marie-Christine

Secrétaire de séance : VINCENT Louis

Le procès verbal de la séance du 5 mai 2022 est adopté à l'unanimité.

### **1/ Jury d'assises**

Les membres du conseil municipal sont invités à tirer au sort sur la liste électorale 3 personnes de plus de 23 ans pour faire partie de la liste préparatoire du jury d'assises pour l'année 2023. M. Le Maire procède donc au tirage au sort à partir de la liste électorale.

Les personnes suivantes feront partie de la liste préparatoire à savoir

Page 7, ligne 4 : BERTRAND Marwan domicilié 13 Hameau du Restou

Page 2, ligne 7 : ARNOUX Sébastien domicilié 1 Lotissement de la Croix Rouge

Page 100, ligne 9 : MACE Julien domicilié 5 Hameau du Restou

### **2/ Conventions de reversement de la taxe d'aménagement et de la taxe foncière sur le bâti industriel perçues sur les zones communautaires**

#### **Convention de reversement de la taxe d'aménagement perçue sur les zones d'activités communautaires**

Anciennement appelée la Taxe Locale d'Équipement (TLE), la Taxe d'Aménagement (TA) s'applique depuis le 1er mars 2012 à toutes les opérations de construction mais aussi de reconstruction et agrandissements. Elle est exigible dès la délivrance du permis de construire ou d'aménager. Cette taxe est perçue par les communes (selon un taux variant de 1 à 5%) pour financer les équipements publics : eau, électricité, assainissement, voirie, etc...

L'article L.331-2 du code de l'urbanisme prévoit la possibilité d'un reversement du produit de la TA à l'EPCI qui a en charge les équipements publics et l'article 109 de la Loi de Finances 2022 prévoyant la réciprocité du partage de la taxe d'aménagement entre communes et EPCI.

Monsieur le Président de LEFF ARMOR COMMUNAUTÉ propose qu'une convention soit établie entre Leff Armor et les communes concernées pour prévoir et autoriser le reversement au profit de Leff Armor de 50 % de la taxe d'aménagement perçue à compter de 2019 par chaque commune sur les zones d'activités communautaires aménagées par Leff Armor.

L'objet de la présente convention est de fixer les modalités de reversement de la taxe d'aménagement perçue par la commune sur le périmètre des zones d'activités communautaires situées sur la commune pour toutes les opérations de construction, de reconstruction et d'agrandissement.

La convention proposée s'appliquera à toutes les zones d'activités communautaires aménagées par LAC. Les modifications de périmètre, extensions et créations postérieures à la convention seront automatiquement intégrées par avenant au périmètre de la convention.

Chaque année, le reversement au profit de LAC sera établi sur la base des autorisations d'urbanisme accordées sur le/les périmètre(s) concerné(s) et mentionné à l'article 1 de la présente convention et des encaissements de la taxe d'aménagement par la commune au cours de l'exercice concerné. Un état des autorisations d'urbanisme accordées à compter de la date d'effet de la convention sera élaboré annuellement et fera mention des sommes à recouvrer. Il sera établi sur la base des informations transmises par la DDTM des Côtes d'Armor après recensement des actes d'urbanismes par l'ADS (fichier récapitulatif).

Le montant du reversement au profit de LAC correspond à 50% de la part communale de la taxe d'aménagement perçue par la commune.

Les versements seront établis sur la base annuelle N (à partir des informations transmises par la DDTM et après validation de la commune), avec un paiement en N+1. La transmission à la commune du fichier récapitulatif sera faite en début d'année N+1 afin qu'elle puisse inscrire les sommes nécessaires au budget primitif N+1.

L'année de référence pour le début des versements est 2019.

### **Convention relative au reversement de la taxe foncière sur le bâti industriel**

Les communes membres de Leff Armor encaissent des recettes fiscales liées directement à l'activité communautaire sur leur territoire. Il s'agit du produit des taxes foncières acquittées par les entreprises installées sur les zones d'activités économiques.

L'article 29 de la loi du 10 janvier 1980 prévoit en son point II, la possibilité de mettre en œuvre au profit d'un EPCI des reversements de tout ou partie des taxes foncières communales issues de zones d'activités créées ou gérées par l'EPCI.

Monsieur le Président de LEFF ARMOR COMMUNAUTÉ propose qu'une convention soit établie entre Leff Armor et les communes concernées pour prévoir et autoriser le reversement au profit de Leff Armor de 50% de la taxe foncière sur les propriétés bâties perçue par chaque commune sur les zones d'activités situées sur son territoire pour toute nouvelle construction ou extension.

Les zones concernées sont les zones économiques telles que définies au PLUiH. L'année fiscale de référence sera l'année 2018 pour une effectivité en 2019.

La convention fixant les modalités de reversement du foncier bâti perçu par la commune sur le périmètre des zones d'activités situées sur la commune pour toutes les opérations de construction, de reconstruction et d'agrandissement est présentée à l'assemblée.

Il est convenu que les produits supplémentaires de taxe foncière sur les propriétés bâties situées sur les ZA sont reversés au profit de LAC à hauteur de 50% à compter de 2019 (l'année de référence est 2018).

Les produits supplémentaires perçus sont consécutifs à toute majoration des valeurs locatives, constructions nouvelles, extensions, aménagements et revalorisations.

Ainsi, la commune verse 50% du produit supplémentaire à LAC.

Le montant reversé au titre de l'année N est calculé selon la formule suivante :

Montant du reversement année N = [(Bases nettes d'imposition des établissements sur la zone concernées année N x taux année N) - (Bases nettes d'imposition des établissements sur la zone concernées 2018 x taux 2018)] x 50%

Exemple :

Taux FB 2018	10%
Bases FB nettes 2018	10 000 €
Produit FB 2018	1 000 €
Taux FB N	10%
Bases FB nettes N	12 000 €
Produit FB N	1 200 €
Produit supplémentaire N	200 €
Produit supplémentaire reversé à LAC	100 €
Produit supplémentaire conservé par la commune	100 €

Toute variation négative est neutralisée.

A compter de 2021, les communes perçoivent la part de la TFPB du département (taux de 19,53%) en lieu et place de la TH sur les résidences principales (RP) avec un complément correcteur (coco) en versement ou paiement.

Le taux moyen communal TFPB (27 communes) est d'environ 21,46% auquel on rajoute les 19,53% depuis 2021 soit un taux moyen cumulé de 41%.

Il convient donc à compter de 2021 de « geler » la TFPB des 19,53% pour les données de 2018, 2019 & 2020 car cette fiscalité vient en compensation de la perte de la TH sur les RP.

Par contre pour les nouvelles bases du FBI 2021 et suivantes (constructions nouvelles & extensions), pas de « gel » de la partie TFPB du Département car ne vient pas en compensation de la TH RP.

Par ailleurs, depuis la Loi de Finances 2021, toutes les entreprises classées « industrielles » bénéficient d'une exonération de 50% des valeurs locatives du Foncier Bâti et de la CFE. En contrepartie sur le Foncier Bâti, les communes perçoivent une dotation compensatrice de cette exonération à l'euro prêt y compris la dynamique fiscale.

Etant donné que la compensation de la taxe foncière des établissements industriels est égale à l'euro prêt à la taxe foncière payée par l'établissement, il est proposé pour les établissements industriels (constructions nouvelles & extensions à compter de 2021) que la TF soit reversée à 100% à LAC.

Pour les établissements industriels présents avant 2021, il convient de « geler » la TFPB des 19,53% pour les car cette fiscalité vient en compensation de la perte de la TH sur les RP.

Toutes les modifications législatives ou variations négatives devront automatiquement être neutralisées dans les calculs de reversement.

Les versements seront établis sur la base annuelle N (à partir des informations fiscales connues et après validation de la commune), avec un paiement en N+1. La transmission à la commune du fichier récapitulatif sera faite en début d'année N+1 afin qu'elle puisse inscrire les sommes nécessaires au budget primitif N+1.

Les reversements du FBI seront imputés en section de fonctionnement, en dépenses pour la commune et en recettes pour la Communauté de communes.

Il est proposé de valider les deux projets de conventions présentées et d'autoriser M. le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ces dossiers.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité autorise M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer :

- la convention de reversement de la taxe d'aménagement perçue sur les zones d'activités communautaires entre la commune de Goudelin et l'agglomération de Leff Armor.
- la convention relative au reversement de la taxe foncière sur le bâti industriel entre la commune de Goudelin et l'agglomération de Leff Armor.

### **3 / Syndicat départemental d'Energie 22 : convention études énergétiques**

Monsieur le Maire explique au conseil municipal que le syndicat départemental d'énergie des Côtes d'Armor (SDE22) travaille depuis de nombreuses années avec les collectivités du département sur les thématiques de la maîtrise de l'énergie. Il développe notamment ainsi des solutions d'accompagnement des communes pour améliorer les performances énergétiques de leur patrimoine.

Il a notamment mis en place depuis 2019 le programme ORECA (Opération pour la rénovation énergétique en Côtes d'Armor) pour venir en aide aux communes dans tous les domaines de l'amélioration des bâtiments communaux. Il est également lauréat avec les 3 autres syndicats d'énergie bretons du programme ACTEE (Action des Collectivités Territoriales pour l'efficacité énergétique) porté par la FNCCR (Fédération Nationale des collectivités concédantes et régies).

La commune a ainsi identifié parmi ses bâtiments deux bâtiments qui nécessiteraient une intervention via ce dispositif : l'école publique et la salle des fêtes.

Dans la mesure où les audits sont réalisés par un prestataire extérieur, le SDE22, via le programme ACTEE propose une prise en charge à hauteur de 50% du coût HT du premier audit énergétique engagé et dans la limite d'un audit par programme. La commune s'acquitte de 80% de la somme restante et le SDE22 participe à hauteur de 20%. Toutes les prestations supplémentaires éventuelles seront payées intégralement par la commune.

Conformément à la délibération du comité syndical n°109bis.2021 du 17 Décembre 2021 et dans la mesure où cet accompagnement est réalisé par le SDE22, les montants suivants s'appliquent pour l'encadrement de la mission et la réalisation de pré-diagnostic :

Catégorie commune	R100/U100	U50/R50	U0
Tarif journalier de prestation (agent du SDE)	150 € (coordination ou accompagnement)	220 € (coordination ou accompagnement)	300 € (coordination)

Le coût à la charge de la commune sera donc de :

Calcul pour la salle polyvalente dans le cadre du programme Séquoia :

- . Coût de la prestation engagée par le SDE22 : 1800€ HT
- . Part restant après prise en charge ACTEE :  $1800 \times 0.5 = 900\text{€ HT}$
- . Coût restant à charge de la commune :  $900 \times 0.8 = 720\text{€ HT}$

Calcul pour l'école dans le cadre du programme Merisier :

- . Coût de la prestation engagée par le SDE22 : 1800€ HT
- . Part restant après prise en charge ACTEE :  $1800 \times 0.5 = 900\text{€ HT}$
- . Coût restant à charge de la commune :  $900 \times 0.8 = 720\text{€ HT}$

Soit un total restant à charge de la commune de 1440€ (audits) + 150€ (mission de coordination) = 1590€ HT

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer la convention d'études énergétiques Goudelin avec le Syndicat départemental d'Energie 22.

#### 4/Afficheur électronique d'informations: devis et demandes de subvention

M. GAUVAIN explique avoir lancé une consultation en vue de l'acquisition d'un panneau électronique d'informations (double écran, à Leds). Il présente l'offre tarifaire de l'entreprise LUMIPLAN qui s'élève à 13 290 € HT.

Il est précisé que deux demandes de subventions pourront être formalisées. Le plan de financement de cet achat se présenterait ainsi de la manière suivante :

Dépenses (H.T.)		Recettes	
Acquisition panneau lumineux	13 290 €	Appel à projet numérique - Conseil départemental	5 000.00 €
		Amendes de police	3 987.00 €
		Autofinancement	4 303.00 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, valide le devis proposé par la société LUMIPLAN pour un montant estimé à 13 290 € H.T. et autorise M. le Maire ou son représentant à déposer les demandes de subventions telles que présentées.

#### 5 / Construction d'un hangar de stockage – zone de Kéribot

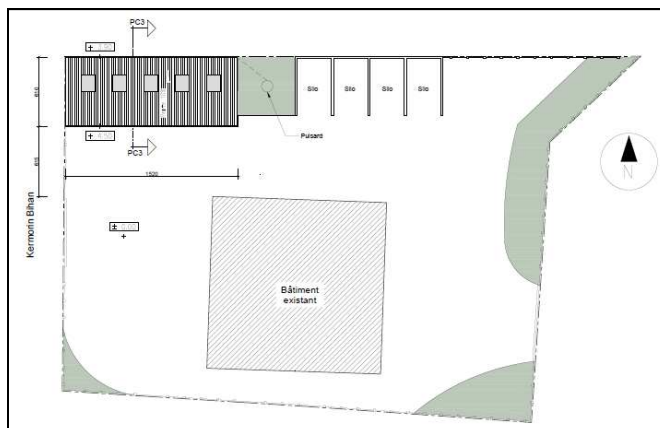
M. TATON présente les devis reçus suite à la consultation lancée pour la construction d'un local de stockage pour le service technique, zone de Kéribot.

Il propose de retenir l'offre de l'entreprise Le Péron Constructions, de Squiffiec, pour un total de 30 305.89 € H.T. soit 36 367.07 € TTC.

Le lot « terrassement » est confié à l'entreprise LE GARFF de Goudelin pour un coût estimé à 3 864 € TTC.

La mission de coordination de sécurité et de protection de la santé sera par ailleurs assurée par Csp's Menguy de Pleumeur Gautier pour un coût de 588 € TTC.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise M. le Maire ou son représentant à valider ces 3 devis tels que présentés.





## 6 / Questions diverses

- Présentation du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes portant sur les exercices 2017 et suivants de Leff Armor communauté (soumis au débat du Conseil communautaire le 24 mai dernier). Les élus prennent acte du document.
- Etude de faisabilité pour un futur lotissement : la société Dervenn a rendu un rapport de délimitation réglementaire des zones humides concernant les parcelles ZH100 et ZH104 (secteur Kermorin). La zone humide délimitée compromet le futur projet de lotissement. Il ne sera pas possible de compenser la surface.
- « Programme National Pont » : suite à la visite de l'APAVE en février dernier, un risque pour la sécurité des usagers au niveau des ponts de Blanchardeau, Pontorson et Taviou a été constaté. Des mesures de sécurité immédiates sont nécessaires.
- Organisation des élections législatives : tableau des permanences à compléter en ligne.
- Débroussaillage : la SARL Le Forestier de Goudelin interviendra pour le compte de la commune et l'entreprise Emmanuel Gerber de Goudelin pour le compte de l'Association Foncière de Remembrement.
- La commune désigne en tant qu'élus référent à la sécurité M. TATON Bruno, Adjoint aux infrastructures, au patrimoine et à l'environnement.
- Rappel : Inauguration des nouveaux bâtiments communaux (auvent du foot, salles des associations, parcours santé, allée de boules...etc) le 25 juin 2022 à partir de 18 heures.
- Expérimentation « Oui Pub » : les habitants souhaitant continuer à recevoir de la publicité dans leur boîte aux lettres devront accoler l'autocollant « Oui Pub » disponible en mairie. Aucun prospectus ne sera distribué dans les autres boîtes aux lettres.
- Distribution par les élus du bulletin municipal à prévoir avant le pardon de l'Isle.
- Marché hebdomadaire estival reconduit si suffisamment d'exposants répondent présents.
- Ateliers Théâtre pour les scolaires : spectacle programmé le 24 juin 2022 à la salle des fêtes.
- Retour sur le Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) de Leff Armor communauté qui gère le Service de Soins Infirmiers à Domicile, le Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile ainsi que le Réseau de visiteurs bénévoles à domicile (Mme Brigitte Le Moal).
- Prochain conseil municipal en juillet ou septembre 2022, selon les dossiers en cours.

Fin de la séance à 21 h 30

Secrétaire de séance,  
Louis VINCENT